



PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

n° 2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL 267 du 16 AVR. 2015
mettant en demeure la SOCIETE MOULINS SOUFFLET de respecter les prescriptions des arrêtés
ministériels du 29 mars 2004 et du 23 décembre 2008 pour son établissement situé
à CORBEIL-ESSONNES

LE PREFET DE L'ESSONNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 25 juillet 2013 portant nomination de M. Bernard SCHMELTZ, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 20 novembre 2014 portant nomination de M. David PHILOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2014-PREF-MCP-041 du 19 décembre 2014 portant délégation de signature à M. David PHILOT, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,

VU l'arrêté ministériel du 23/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n° 94.1683 du 20 avril 1994 portant imposition de prescriptions additionnelles à la société FRANCAISE DE MEUNERIE située 7 place de l'Apport Paris et place Galignani à CORBEIL-ESSONNES (91100) pour l'exploitation d'installations classées concernant les activités suivantes :

- *n° 2260.1 (A) : avec bénéfice de l'antériorité : broyage, ensachage, nettoyage, tamisage... de produits organiques (puissance installée de l'ensemble des machines fixes = 5 250 kW),*
- *n° 2160.1 (A) : avec bénéfice de l'antériorité : silos de stockage de céréales et produits alimentaires :*
 - *blé = 36 460m³*
 - *farine = 10 260m³*

- issues = $2 \times 445 \text{ m}^3$

n° 1434.1.b (D) : installation de distribution de liquides inflammables (débit supérieur à $1 \text{ m}^3/\text{h}$ et inférieur à $20 \text{ m}^3/\text{h}$)

VU l'arrêté préfectoral n° 2000-PREF-DCL-0554 du 10 novembre 2000 autorisant la société FRANCAISE DE MEUNERIE à CORBEIL-ESSONNES à procéder à l'extension de ses installations de stockage de céréales et actualisant les prescriptions de fonctionnement des activités existantes,

VU l'arrêté préfectoral n° 2010.PREF.DRIEE/0013 du 13 septembre 2010 portant prescriptions provisoires relatives à l'exploitation des installations de la société Moulins-Soufflet située 7 quai de l'Apport-Paris sur la commune de CORBEIL-ESSONNES,

VU l'arrêté préfectoral n° 2012.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 483 du 30 juillet 2012 portant actualisation de prescriptions complémentaires à la société des Moulins Soufflet située 7 quai de l'Apport Paris sur la commune de CORBEIL-ESSONNES,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 379 du 22 août 2013 portant actualisation de prescriptions complémentaires à la société des Moulins Soufflet située 7 quai de l'Apport Paris sur la commune de Corbeil-Essonnes,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 6 février 2015, établi à la suite d'une visite d'inspection de l'établissement effectuée le 11 décembre 2014, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier de l'exploitant en date du 13 mars 2015,

CONSIDERANT que lors de la visite du 11 décembre 2014, l'inspecteur a constaté que la cellule « hall d'élingage » de l'entrepôt ne respecte pas plusieurs prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 (notamment les dispositions des articles 4.1, 4.2, 4.5, 6.2, 7 et 11),

CONSIDERANT que l'exploitant a annoncé lors de l'inspection que la cellule « hall d'élingage » serait vidée avant le 31 mai 2015,

CONSIDERANT les écarts constatés lors du contrôle des installations électriques réalisés en 2013,

CONSIDERANT certains écarts sont identifiés depuis 2009, ce qui contrevient aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004,

CONSIDERANT que le niveau de protection de certaines installations électriques ne peut être garanti vis-à-vis des risques d'incendie et d'explosion,

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas présenté d'échéancier de mise en conformité de ces installations bien qu'ayant indiqué avoir mené des actions conduisant à réduire le nombre d'écarts depuis plusieurs années,

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des prescriptions des arrêtés ministériels du 29 mars 2004 et du 23 décembre 2008 pour son établissement situé à CORBEIL-ESSONNES de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MOULINS SOUFFLET de respecter l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées et l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société MOULINS SOUFFLET, dont le siège social est situé 7 Quai de l'Apport Paris à CORBEIL-ESSONNES, exploitant une installation de stockage de blé et meunerie à la même adresse, est mise en demeure de respecter :

Avant le 31 mai 2015 :

- les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008, en vidant la cellule «hall d'élingage» .

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, en présentant un échéancier raisonnable de mise en conformité des installations électriques pour lesquels les écarts ont été constatés depuis l'année 2009.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

ARTICLE 4 : Exécution

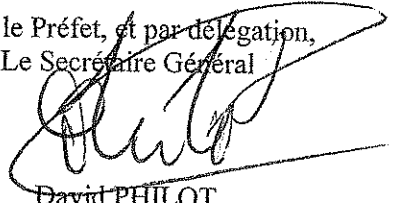
Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

L'exploitant, la société MOULINS SOUFFLET,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne, et dont une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de CORBEIL-ESSONNES.

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général


David PHILOT

